Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 4

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

27me année Avril 1935 No 4

Actualités.

Tout ou rien, telle est la politique qu'entendent pratiquer les partis au pouvoir dans la Confédération suisse. Ces partis se rendent compte qu'ils perdent de plus en plus du terrain. Il eût donc été indiqué, pour eux, qu'ils tentent de mieux adapter leur programme aux désirs et aux besoins du peuple, afin de jeter un pont sur le fossé qui aujourd'hui sépare le peuple des autorités. A dire le vrai, il eût fallu, dans ce cas, désavouer différentes choses qui naguère ont été faites par les autorités ou dites par certains dirigeants de la politique suisse. Cela eût présupposé un courage qui, paraît-il, n'est pas à la portée de ces partis. Il va de soi que les milieux de l'extrême droite n'ont aucune raison de reviser le cours de leur politique, car ils désirent ardemment un *gouvernement autoritaire* qui ne laissera au peuple que le plaisir de payer des impôts. Ils savent aussi pertinemment que leur politique tend à grignoter les partis du centre et ils espèrent, lors de la liquidation, d'en tirer le plus large profit possible. La politique du tout ou rien, chère à l'extrême droite, n'a pas lieu de nous étonner. Pour ce qui concerne les autres partenaires, elle est un signe de faiblesse. Les partis dont il s'agit n'ont plus le courage de se prononcer en faveur d'une chose que peut-être ils ont voulue plus tôt. On est déjà bien avant dans la voie dans laquelle on s'est engagé récemment.

*

Ce serait faire trop d'honneur au **rapport du Conseil fédéral sur l'initiative de crise** que de le considérer comme un instrument de la politique du tout ou rien, car en tant que cela soit possible, il renferme encore plus de contradictions que la politique économique suisse pratiquée au cours de ces dernières années. Ce rapport est un document inspiré par l'*amertume* et le *dépit* qu'un gouvernement qui prétend être objectif n'aurait jamais dû couvrir